

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEF LOGISTIQUE BRETAGNE NORD

67 Avenue Tony Garnier
Service Environnement
69007 Lyon

Références : 2026.112
Code AIOT : 0005503592

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement STEF LOGISTIQUE BRETAGNE NORD implanté 13 ZI DE KERPRAT 22970 Ploumagoar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre de programme d'inspection pluriannuel de l'inspection des installations classées.

Elle a porté sur la prévention de la légionellose.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF LOGISTIQUE BRETAGNE NORD
- 13 ZI DE KERPRAT 22970 Ploumagoar
- Code AIOT : 0005503592
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STEF Logistique Bretagne Nord exploite un entrepôt frigorifique à l'ammoniac sur la commune de Ploumagoar.

Il est autorisé par arrêté préfectoral du 21 février 2006.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 1.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.IV.2Article 3.7.I.1.a	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Procédure en cas de dépassement 105 UFC/L	Arrêté Ministériel du 15/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.II.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.I.1.bArticle 3.7.I.2.b	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 3-7. I.3.b)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe I Article 3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 20/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
21	Nettoyage de la TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.I.2.c	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
22	Propreté	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.I.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/02/2006, article 1	Sans objet
3	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 3.1	Sans objet
5	Procédure d'arrêt immédiat	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.I.1.c	Sans objet
6	Procédure de redémarrage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.I.1.c	Sans objet
7	Procédure en cas d'arrêt prolongé	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.I.1.c	Sans objet
8	Procédure en cas de dépassement 103 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.II.2	Sans objet
10	Procédure en cas de présence de flore interférente	Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.II.3	Sans objet
14	Rétention	Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe IArticle 2.10	Sans objet
15	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.3	Sans objet
16	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 17/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.4	Sans objet
17	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 18/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.5	Sans objet
18	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 19/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.6	Sans objet
20	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 21/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.8	Sans objet
23	Produit biocide	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.522-2-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant connaît et suit correctement son installation de refroidissement.

Il doit toutefois préciser des points sur les thématiques concernant :

- sa stratégie de traitement et l'impact de l'emploi de biocide non oxydant en continu,
- les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits biocides à jour,
- la mise en place d'un suivi des levées des non-conformités (action, date, opérateur ayant levé la non-conformité).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2006, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La SA STEF est soumise aux dispositions du présent arrêté. Ces installations sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- 4735-1a (ex 1136-B.b) - Emploi de l'ammoniac - 1,8 tonnes - autorisation - autorisation au bénéfice de l'antériorité au 26/08/16- 1511-2 - Entrepôts frigorifiques - 23 600 m3 - déclaration contrôlée- 2921.2 - Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air - 1508 kW - déclaration contrôlée - bénéfice de l'antériorité demandée le 24/10/14- 2925 - Atelier de charge d'accumulateur - 40 kW - déclaration
Constats : Aucune modification n'a été apportée à l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a remis à l'inspection l'audit relatif à la rubrique 2921, réalisé par la société Espam Centre Est le 22 octobre 2025. L'inspection rappelle à l'exploitant que, conformément à l'article R.512-55 du code de l'environnement, le contrôle périodique n'est pas requis pour un site ICPE relevant du régime de l'autorisation : "Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement." Toutefois, l'audit relève des non-conformités qui ont également été constatées le jour de l'inspection. Post inspection, l'exploitant a apporté des éléments de réponse. Les différents points sont repris dans la suite du présent rapport, Le rapport a mis également en évidence des écarts concernant l'absence de présentation des

attestations d'étalonnage conductivimètre, pH-mètre, pompe doseuse et jauge de suivi, et les justificatifs de l'information des risques de contamination des personnels intervenant à proximité de la tour de refroidissement non affichés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire étalonner les conductivimètre, pH-mètre, pompe doseuse et jauge de suivi et envoyer les attestations à l'inspection. L'exploitant doit réaliser et afficher à proximité de la tour de refroidissement les justificatifs de l'information des risques de contamination des personnels intervenant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Formation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Présence d'un plan de formation qui contient la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formations suivies, date de la dernière formation suivie et les attestations de formation.
Constats : Deux personnes sont actuellement formées, M. Renault, responsable technique et un technicien. Un deuxième technicien va être formé. La formation initiale dure 7 heures et le renouvellement dure 4h. La formation est dispensée par la société Clauger ou Odyssée Environnement. Les deux personnes formées actuellement ont réalisé les renouvellements tous les 5 ans. La réalisation des formations est suivie sur un tableau. Le prochain renouvellement est pour fin 2026. L'installation dispose d'une astreinte. En cas d'alerte légionelle sur le site, l'astreinte la renvoie vers l'une des deux personnes formées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse Méthodique des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 3.7.IV.2 Article 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse Méthodique des Risques
Prescription contrôlée :

<p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation.</p> <p>A minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'une AMR. La dernière mise à jour date du 25 novembre 2024.</p> <p>La première AMR est réalisée par un prestataire. Ensuite, les mises à jour sont réalisées par le responsable technique. L'AMR est toutefois auditée par un prestataire extérieur tous les 5-6 ans.</p> <p>Dans l'AMR présentée à l'inspection, un schéma intitulé « plan circuit eau » représente schématiquement la TAR, les points de prélèvement de l'eau, approximativement les points d'injection. Lors de l'audit relatif à la rubrique 2921, il a été constaté l'absence du schéma de principe (qualifiée en « autre non-conformité constatée »).</p> <p>Les facteurs de risques propres à l'installation sont listés. Les actions à mettre en œuvre, appelées « éléments de maîtrise » dans l'AMR sont définies.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de bras mort.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit améliorer le schéma de principe de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Procédure d'arrêt immédiat

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 3.7.I.1.c</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'arrêt immédiat</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'audit relatif à la rubrique 2921, il a été constaté la nécessité de personnaliser au site la procédure d'arrêt immédiat de la dispersion (qualifiée en « non-conformité majeure »).</p> <p>La procédure a été envoyée à l'inspection par courriel du 19 mars 2026. Elle a été mise à jour suite à l'audit et répond à la demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Procédure de redémarrage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 3.7.I.1.c</p>
--

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de redémarrage
Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont définies par l'exploitant : - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation
Constats : Lors de l'audit relatif à la rubrique 292, il a été constaté la nécessité de personnaliser au site la procédure de gestion de l'installation au redémarrage (qualifiée en « non-conformité majeure »). La procédure a été envoyée à l'inspection par courriel du 19 mars 2026. Elle a été mise à jour suite à l'audit et répond à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Procédure en cas d'arrêt prolongé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 3.7.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure en cas d'arrêt prolongé
Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont définies par l'exploitant : - suite à un arrêt prolongé complet, - suite aux différents cas d'arrêt prolongés partiels pouvant exister sur l'installation.
Constats : Lors de l'audit relatif à la rubrique 2921, il a été constaté la nécessité de personnaliser au site la procédure de gestion de l'installation à l'arrêt, de gestion de l'installation au redémarrage (qualifiée en « non-conformité majeure »). La procédure a été envoyée à l'inspection par courriel du 19 mars 2026. Elle a été mise à jour suite à l'audit et répond à la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Procédure en cas de dépassement 103 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 3.7.II.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure en cas de dépassement 103 UFC/L
Prescription contrôlée : Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L Cas de dépassement ponctuel. Cas de dépassement multiples consécutifs
Constats :

<p>La procédure a été établie le 19 septembre 2023.</p> <p>A noter que des informations sur la procédure sont présentes dans deux onglets différents du tableau des procédures ; ce qui peut prêter à de la perte d'information si la lecture se limite à la fiche pratique de mise en œuvre des actions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Procédure en cas de dépassement 105 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/12/2013, article Annexe I Article 3.7.II.1
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure en cas de dépassement 105 UFC/L
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure a été établie le 19 septembre 2023. Les contacts de l'inspection ne sont pas présents dans la procédure. Le contenu de l'alerte vers l'inspection n'est pas indiqué dans la fiche de procédure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser les coordonnées de l'inspection des installations classées :</p> <p>- en semaine : ud22.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr, 02 96 69 48 20, télécopie : 02 96 74 48 57</p> <p>L'exploitant doit préciser le contenu de l'information à envoyer à l'inspection, conformément à la réglementation (coordonnées de l'installation, concentration en <i>legionella pneumophila</i>, date du prélèvement, actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Procédure en cas de présence de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe I Article 3.7.II.3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure en cas de présence de flore interférente
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Actions à mener si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » est rendu impossible par la présence d'une flore interférente</p>
Constats :

<p>La procédure a été établie le 19 septembre 2023.</p> <p>A noter que des informations sur la procédure sont présentes dans deux onglets différents du tableau des procédures ; ce qui peut prêter à de la perte d'information si la lecture se limite à la fiche pratique de mise en œuvre des actions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe I Article 3.7.I.1.b Article 3.7.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Stratégie de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Présence d'une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement (techniques utilisées-produits utilisés-mode d'injection-fréquence - quantité...) avec</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification de l'utilisation de biocides en traitement préventif - une fiche mentionnant les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation avec leurs valeurs de concentration et de flux
<p>Constats :</p> <p>Le traitement est destiné à lutter contre le développement des micro-organismes responsables de l'encrassement du système, et plus particulièrement la <i>legionella</i>. Le produit utilisé est non oxydant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le but de minimiser les risques de corrosion de l'acier galvanisé ; - dans le but de minimiser les consommations de biocides. <p>Les produits de décomposition sont listés (dioxyde de carbone, monoxyde de carbone, chlorure d'hydrogène, oxydes d'azote, oxydes de soufre). Toutefois, les valeurs cibles n'ont pas été trouvées dans les documents fournis à l'inspection.</p> <p>Le traitement est séquentiel pour limiter les risques d'accoutumance. Un second produit est prévu en remplacement du premier, en cas d'accoutumance. Il n'est pas précisé quel est le second produit retenu. Il n'est pas précisé comment l'accoutumance est caractérisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser les valeurs cibles des produits de décompositions de l'ensemble des produits de traitements utilisés pour la tour aéroréfrigérante.</p> <p>L'exploitant doit préciser comment il détermine l'accoutumance au produit biocide non-oxydant, quel seuil ou élément permet de changer de traitement.</p> <p>L'exploitant doit préciser quel est le second produit prévu, quand et comment l'utiliser.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Modalités de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 3-7. I.3.b)

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvements
Prescription contrôlée : Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement. En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse. En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.
Constats : L'exploitant ne sait pas si l'usage de biocide non oxydant au quotidien (1 fois par jour, de 22h30 à 22h50) peut avoir un impact sur les modalités de prélèvements et une influence sur les résultats.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit définir l'impact de l'emploi d'un biocide non oxydant sur les modalités de prélèvements et si une méthodologie particulière doit être mise en œuvre lors des prélèvements (délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection du produit biocide, inhibition du produit biocide par un neutralisant, autre). Le cas échéant, l'exploitant définit les modalités de prélèvements et les met en œuvre dès les prochaines analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Connaissance des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe I Article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des produits
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant dispose des FDS des produits, mais celles-ci ne sont pas à jour. L'étiquetage sur les produits d'emballage ne sont pas en français.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit s'assurer de disposer des FDS à jour.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les étiquetages sur le contenant des produits sont en français.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe I Article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des produits vus dans la salle technique était sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/12/2013, article Annexe I Article 3.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.</p> <p>Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats regardés sur la plateforme GIDAF (2024-2025) indiquent la conformité à la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2013, article Annexe I Article 3.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée :

<p>b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles :</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint.</p>
<p>Constats :</p> <p>C'est un technicien de la société Eurofins (laboratoire) qui réalise les prélèvements. L'exploitant dispose de l'information selon laquelle le technicien a suivi une formation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/12/2013, article Annexe I Article 3.7.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles :</p> <p>Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » répond aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC)
<p>Constats :</p> <p>Les résultats regardés sur la plateforme GIDAF (2024-2025) indiquent la conformité à la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2013, article Annexe I Article 3.7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Résultats de l'analyse des légionelles :</p> <p>Les résultats sont présentés selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats regardés sur la plateforme GIDAF (2024-2025) indiquent la conformité à la prescription.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 19 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.
Constats : Le contrat avec le laboratoire est fait au niveau national. L'exploitant n'a pas connaissance du contenu du contrat et ne sait pas si cette prescription est prévue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que la conservation des souches est prévue dans le contrat avec le laboratoire d'analyse. Il serait opportun que l'exploitant dispose d'un extrait technique du contrat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : Les résultats regardés sur la plateforme GIDAF (2024-2025) indiquent la conformité à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Nettoyage de la TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe IArticle 3.7.1.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage de la TAR
Prescription contrôlée :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.
Constats : L'exploitant indique que la TAR est nettoyée deux fois par an. Le dernier a été fait en février 2026. Le nettoyage est réalisé en interne. L'exploitant a indiqué qu'il y a une action mécanique et un choc de traitement par biocide oxydant. L'action de nettoyage fait l'objet d'une procédure. Dans cette procédure, il est indiqué que le nettoyage est annuel. La partie « nettoyage mécanique » est vide. Puis, dans la partie « rinçage de l'installation » il est écrit « Une fois le nettoyage mécanique de l'installation [...] ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La procédure doit être mise à jour, le cas échéant, et refléter ce qui doit réellement être mis en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 22 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I Article 3.7.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.
Constats : Seul le dessus de l'installation a pu être vu le jour de l'inspection. Il était propre. Les parties basses extérieures de l'installation commencent à être corrodées. Lors de l'audit relatif à la rubrique 2921, il a été constaté que la TAR est entartée (qualifiée en « autre non-conformité constatée »).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit nettoyer la TAR et justifier de sa propreté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 23 : Produit biocide

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.522-2-I
Thème(s) : Produits chimiques, Produit biocide

Prescription contrôlée :

Le responsable de la mise à disposition sur le marché d'un produit biocide déclare ce produit à l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail mentionnée à l'article L. 1313-1 du code de la santé publique préalablement à la première mise à disposition sur le marché.

Constats :

Le produit biocide Biosperse 250 est déclaré sur l'application BioCid de l'ANSES. La substance active du produit a été approuvée le 1er juillet 2017 pour le TP11 (produits de protection des liquides utilisés dans le système de refroidissement et de fabrication), le TP12 (produits anti-biofilm) et TP6 (Protection des produits pendant le stockage). Une demande d'autorisation de mise sur le marché a été déposée.

Le produit de désinfection - biodispersant Biogul H38 est déclaré sur l'application BioCid de l'ANSES. Il est actuellement en régime transitoire. La substance active du produit, approuvée pour les TP2 (Désinfectants et produits algicides non destinés à l'application directe sur des êtres humains ou des animaux), TP4 (Surfaces en contact avec les denrées alimentaires et les aliments pour animaux) et TP5 (Eau potable) n'est pas encore approuvée pour le TP 11. La date de soumission est le 19 décembre 2019.

Type de suites proposées : Sans suite